

Croissance : Jacques Chirac fâché avec... la réalité

Le Monde, 28 mars 2002

S'il est une constante dans les propos du candidat Chirac, qui pourtant change souvent d'opinion sur de nombreux sujets, c'est qu'il ne s'embarrasse pas de la véracité des faits qu'il évoque. Après avoir enfourché le thème du déclin, il reconnaît aujourd'hui que la France a connu « quatre années de croissance exceptionnelle ». Il attribue ce résultat à « une croissance mondiale exceptionnelle » dont le « gouvernement n'aurait pas su profiter ». Restons raisonnable : la croissance française des années Jospin aura été seulement forte. En revanche, elle aura été exceptionnelle au regard d'un contexte international plutôt moyen.

Contrairement à une affirmation répétée par la droite, la croissance des années Jospin ne doit rien à la conjoncture internationale. Au cours de cette période, la croissance mondiale a connu des hauts et des bas, et même des creux particulièrement bas depuis l'été 2001. En moyenne, elle a été plus maussade que sous les années Balladur-Juppé. En témoignent les indicateurs usuels de demande mondiale calculés par la direction de la prévision ou par les instituts de conjoncture qui font apparaître un ralentissement de près de 2 points en moyenne. Le quasi doublement de la croissance française entre les années Balladur-Juppé (1,5 % en moyenne) et Jospin (2,9%) n'a donc rien à voir avec la croissance mondiale. Si un gouvernement a gâché une conjoncture mondiale « exceptionnelle », c'est bien celui d'Alain Juppé.

Sous Balladur et Juppé, la croissance française était la plus faible des grands pays européens (1,5 % par an en moyenne). L'Allemagne faisait à peine mieux (1,6 %), l'Italie un peu mieux (2 %) et le Royaume-Uni beaucoup mieux (3,4 %). Sous Lionel Jospin, la France passe très largement en tête des grands pays européens avec 2,9 % de croissance en moyenne. L'Allemagne et l'Italie ne changent pratiquement pas de rythme (1,7 % en Allemagne et 1,9% en Italie) ; quant au Royaume-Uni, il ralentit de 3,4 % à 2,7 %. La France qui « dégradait » les performances de la zone Euro sous Balladur et Juppé les améliore nettement sous Jospin. Avec un demi-point de croissance en plus chaque année que la moyenne de nos partenaires de la zone euro, les années Jospin auront ainsi effacé le déclin des années Balladur-Juppé où, pour la première fois de l'après-guerre, la croissance française a été durablement plus faible que celle de nos partenaires.

Croissance annuelle du PIB (%) en France et en Europe sous les gouvernements Balladur-Juppé et Jospin

	France		Zone euro hors France		Allemagne		Italie		Royaume Uni	
	Balladur-Juppé	Jospin	Balladur-Juppé	Jospin	Balladur-Juppé	Jospin	Balladur-Juppé	Jospin	Balladur-Juppé	Jospin
croissance	1,5	2,9	2,1	2,4	1,6	1,7	2,0	1,9	3,4	2,7

Sources : compte trimestriels Eurostat. Périodes : Balladur-Juppé : du 2^{ème} trimestre 93 inclus au 2^{ème} trimestre 97 ; Jospin : du 3^{ème} trimestre 97 inclus au 3^{ème} trimestre 2001

Que la conjoncture internationale ne soit pour rien dans le changement de régime de croissance qu'a connu la France depuis 1997 se comprend aisément lorsqu'on analyse les moteurs de cette accélération. Ils sont tous strictement internes : une consommation dopée par des créations d'emplois exceptionnelles ; un investissement stimulé par une consommation très dynamique.

Sous les gouvernements Balladur et Juppé, les créations d'emplois étaient faibles, le chômage augmentait (+ 200 000 en 4 ans) et la consommation des ménages augmentait à peine (0,9 % par an en moyenne). Quant à l'investissement, il a stagné tout au long des quatre années de ces

gouvernements. S'il est bien une période marquée par le déclin et qui - selon l'expression de Jacques Chirac - n'a « pas préparé l'avenir », c'est bien celle-ci . Depuis l'été 1997, en revanche, la France a changé de visage. La consommation a augmenté de 3,3 % par an et l'investissement de 5,3 %. Quant à l'emploi, sa progression est sans commune mesure avec celle des années antérieures, et quasiment sans précédent dans le passé.

Jamais en effet au cours du siècle écoulé, notre économie n'aura créé autant d'emplois en si peu de temps : 1,8 millions d'emplois en 4 ans et demi et vraisemblablement 2 millions en 5 ans, alors que seulement 5 millions d'emplois ont été créés en France en un siècle. Avec respectivement 540 000 et 580 000 créations nettes d'emplois, les années 1999 et 2000 resteront les records du XXe siècle. Records que seule l'année 1969 - avec 430 000 emplois - aura approchés, mais dans un contexte de croissance qui, lui, était exceptionnel (relance et dévaluation massives engendrant une croissance de 7 %).

Quand Jacques Chirac affirme que « *le chômage a certes reculé pendant plusieurs années. Mais nous avons fait proportionnellement un peu moins bien que les autres* », soit il se trompe car il est mal informé par ses conseillers, soit il trompe les Français. La baisse massive du chômage (930 000 chômeurs de moins) a été très nettement supérieure à celle de nos partenaires, alors même qu'une démographie plus dynamique nécessitait des créations d'emploi plus fortes pour diminuer le chômage. Le taux de chômage a baissé de 3,4 points en France et seulement de 1,9 en Allemagne, 2,3 en Italie et 2,1 au Royaume Uni¹.

Quand on en vient aux promesses, les chiffres de la droite sont en revanche plus flatteurs : la plateforme de l'UEM, ne se fixe-t-elle pas un objectif de croissance de 3 % en moyenne pour les cinq années à venir ? C'est la croissance qu'a réalisée le gouvernement de Lionel Jospin au cours de ces 5 années, mais que Jacques Chirac, lui, n'a jamais pu réaliser. Ni lorsqu'il était premier ministre en 1974-76, ni dans la même fonction en 1986-87 (la croissance était dans les deux cas de 2,3 % en moyenne). Encore moins au cours des deux années de gouvernement Juppé où la France a réalisé l'une d plus médiocres performances (1,1%) des 25 dernières années relativement à ses partenaires.

Quant à la capacité de Jacques Chirac à diminuer le chômage, on peut en douter quand on sait que le chômage a augmenté dans toutes les périodes où il était au pouvoir, soit comme premier ministre, soit comme président « effectif » : 520 000 dans le premier gouvernement Chirac (mai 1974 à Août 76), 150 000 dans le second (mai 86 à mai 88) et 160 000 sous le gouvernement Juppé (mai 95 à juin 97).

Au total en six ans de pouvoir effectif, ce sont 860 000 chômeurs supplémentaires que Chirac peut inscrire à son passif. Le bilan des cinq années Jospin, ce sont 930 000 chômeurs de moins.

Pierre-Alain MUET

*Professeur d'économie à l'École polytechnique, adjoint PS au maire de Lyon,
Chargé du programme économique de Lionel Jospin.*

¹ Il s'agit toujours de la période allant du 2^{ème} trimestre 1997 inclus au 3^{ème} trimestre 2001.